



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

TRADE/WP.6/2003/7  
10 juin 2003

FRANÇAIS  
Original: RUSSE

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE,  
DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENTREPRISE

Groupe de travail des politiques d'harmonisation  
technique et de normalisation

Treizième session, 10-12 novembre 2003

Point 8 a) de l'ordre du jour provisoire

**ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ**

Système d'agrément de la Lituanie

Le présent document a été communiqué par le Bureau national d'agrément de la Lituanie. Il a pour but d'informer les délégués. Il est reproduit tel qu'il a été reçu par le secrétariat.

## **LE SYSTÈME D'AGRÈMENT DE LA LITUANIE**

1. Le système lituanien d'agrément fait partie intégrante du système lituanien d'évaluation de la conformité, lequel comprend des instituts d'État (à l'origine des instruments juridiques – les règlements techniques – qui déterminent les produits soumis à certaines procédures obligatoires d'évaluation de la conformité), le Bureau national d'agrément de la Lituanie, des organes de certification de produits, des systèmes (de contrôle) de qualité, des systèmes de gestion de l'environnement, du personnel et des organes de contrôle.
2. La base légale du système lituanien d'évaluation de la conformité est la loi du même nom (loi de la République de Lituanie sur l'évaluation de la conformité). Cette loi désigne les éléments constitutifs du système, fixe leurs attributions essentielles, détermine ce qui doit faire l'objet d'une évaluation de conformité et règle les aspects de l'évaluation de la conformité dans les secteurs réglementé et non réglementé, ainsi que d'autres questions.
3. La base normative du système d'évaluation de conformité de la République de Lituanie comprend: les normes internationales de l'ISO, transposées en normes nationales (LST ISO); les normes de l'ISO/CEI; les normes européennes de la série EN 45000 transposées en normes nationales (LST EN); les documents de l'EA (European cooperation for accreditation); les documents de l'ILAC (Conférence internationale sur l'agrément des laboratoires d'essai); les documents de l'IAF (International Accreditation Forum); les documents du Bureau national d'agrément (LA) de la République de Lituanie.
4. Les fonctions d'organisme national d'agrément de la République de Lituanie sont assurées par: le Bureau national d'agrément (LA), conformément à la loi sur l'évaluation de conformité de la République de Lituanie, laquelle habilite cet organisme à délivrer un agrément à des laboratoires d'essai et d'étalonnage et à des organes de certification des produits, des systèmes de contrôle de qualité, des systèmes de gestion de l'environnement, du personnel et des organes de contrôle. Le Bureau, en tant qu'organisme doté de son budget propre (conformément aux instruments légaux, il est habilité à prendre, de manière autonome et indépendante, des décisions en matière d'agrément, à les suspendre et à les annuler) a été constitué le 1<sup>er</sup> janvier 1998 sous l'égide du Ministère de la réforme de l'administration publique et des collectivités locales.
5. Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1998, le Bureau relevait du Département de normalisation. La séparation des fonctions de normalisation et de délivrance des agréments découle d'une recommandation de la Commission européenne relative à la garantie d'impartialité et d'indépendance de l'organisme d'agrément.
6. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, le Bureau est un organisme doté de son budget propre qui exerce ses fonctions sous l'égide du Ministère de l'environnement, avec le même statut d'indépendance en ce qui concerne toutes ses décisions en matière d'agrément.
7. Le personnel permanent du Bureau est constitué de 11 spécialistes. Plus de 70 experts techniques – spécialistes attachés à des instituts de recherche, des universités, des laboratoires d'essai ou à d'autres organismes et qui présentent les compétences voulues – siègent dans les groupes d'experts qui évaluent les organes d'évaluation de conformité sur la base de critères convenus.

8. Les spécialistes permanents du Bureau, qui ont les compétences techniques indispensables dans les domaines pertinents et ont été formés aux questions d'agrément et de qualité par des spécialistes des Pays-Bas, d'Allemagne, de Suède, de Norvège, siègent dans les groupes d'experts en tant qu'experts principaux.

9. La structure du système lituanien d'agrément comprend également cinq comités consultatifs sectoriels de métrologie, dans les domaines suivants: produits finis et matériaux de construction; mécanique; électronique et informatique; analyse chimique; analyse microbiologique. Les fonctions principales de ces comités consistent à: adresser au Bureau leurs conseils et leurs suggestions touchant l'agrément dans des domaines techniques spécialisés; établir les certificats d'agrément; sélectionner les experts techniques; fixer les règles en ce qui concerne leur sélection; organiser des confrontations entre laboratoires; etc.

10. Le Bureau national d'agrément est placé sous l'autorité du Conseil lituanien de l'agrément, qui compte 15 représentants d'organismes divers – instituts d'État, associations d'industriels, associations d'entrepreneurs, organes d'évaluation de la conformité, etc. – concernés par la délivrance d'agréments. Le Conseil est composé de telle sorte qu'aucune des parties prenantes n'a la prééminence sur les autres. Le Directeur du Bureau n'est pas membre du Conseil: dans les assemblées du Conseil, il siège en qualité d'observateur et communique toute information nécessaire.

11. Les principales fonctions du Conseil sont d'observer la politique d'agrément suivie par le Bureau, afin de veiller à ce qu'elle reste pleinement conforme aux intérêts des parties concernées par l'agrément, de prendre part à l'élaboration de la politique et des objectifs stratégiques de l'agrément, de trancher les questions se rapportant à l'élaboration des instruments juridiques ou d'autres textes touchant le domaine de l'agrément.

12. Le Conseil a au nombre de ses attributions celle de constituer une commission d'appel des décisions du Bureau national d'agrément et des organes d'évaluation de conformité agréés par lui.

13. Le Bureau national d'agrément, dans le cadre de son action, se base sur les normes LST EN 45003, LST EN 45010 et ISO/IEC TR 17010, qui énoncent les prescriptions applicables aux organes d'agrément des laboratoires, des organes de certification et des organes de contrôle.

14. En application des critères posés par les normes susvisées, le Bureau a mis en place un système interne de contrôle de la qualité. La documentation du système est conçue dans l'optique de la gestion des procédures de contrôle de la qualité et de la conformité. Le Bureau attache une attention particulière au perfectionnement constant des services d'agrément, grâce à une liaison en retour permanente avec les organes agréés d'évaluation de la conformité, à l'analyse de leurs propositions et de celles des experts techniques, du personnel permanent du Bureau au moment de la conduite des analyses, et en prenant les mesures correctives indispensables. Les audits internes du système de contrôle de la qualité sont une source importante de perfectionnement de l'activité du Bureau.

15. Le principal objectif du système lituanien d'agrément est d'être reconnu au plan international, au premier chef dans les pays de la Communauté économique européenne, reconnaissance qui est la condition de l'élimination des obstacles techniques au commerce et

aussi la condition de la facilitation des exportations des produits lituaniens vers les pays membres de l'Union européenne et de l'AELE.

16. Dans le processus d'intégration de la République de Lituanie dans l'Union européenne, en application de l'Accord d'association avec l'Union européenne, une importance particulière a été attachée, à propos de la «libre circulation des biens», au système d'évaluation de la conformité, à son infrastructure, aux principes de son fonctionnement, lesquels doivent faire écho aux prescriptions énoncées dans les instruments juridiques et réglementaires de l'Union européenne, ainsi qu'à la reconnaissance au plan international de ce système.

17. La reconnaissance de l'activité des organes agréés d'évaluation de conformité dans le domaine non réglementé (c'est-à-dire dans celui où il n'est pas prévu d'évaluation obligatoire de la conformité) en Europe occidentale s'obtient à travers l'adhésion des organes nationaux d'agrément à l'Accord multilatéral de l'EA (European Cooperation for Accreditation) .

18. Préalable à l'adhésion à cet accord, toutes les parties au système d'évaluation – l'organe national d'agrément et les organes d'évaluation de conformité agréés par lui – doivent satisfaire pleinement aux prescriptions énoncées dans les normes internationales et européennes (lesquelles fixent les critères applicables à ces organes) et aussi aux prescriptions énoncées dans les instruments de l'EA. Ce sont les groupes d'experts internationaux de l'EA qui apprécient ces éléments.

19. Une condition très importante de la reconnaissance internationale du système d'agrément est le contrôle des mesures, c'est-à-dire de leur conformité aux étalons nationaux et internationaux de grandeur physique, grâce à un calibrage portant sur toute une chaîne continue de transmission de la grandeur physique, moyennant un degré d'approximation déterminé des mesures.

20. Les étalons qui en découlent doivent correspondre aux étalons de niveau correspondant des instituts nationaux de métrologie qui participent (directement ou dans des groupes régionaux) aux confrontations interlaboratoires en matière de calibrage, sous l'égide d'EUROMET (Collaboration européenne sur les normes en matière de métrologie), et à l'activité du Bureau international des poids et mesures (BIPM).

21. En février 2001, l'activité du Bureau national d'agrément, dans la perspective de l'adhésion de ce Bureau à l'Accord multilatéral relatif à l'agrément des laboratoires d'essai et d'étalonnage et aux organes de certification de la production, a été évaluée par un groupe d'experts de l'EA originaires de Grande-Bretagne, de France, de Finlande et de Norvège. Le groupe d'experts a évalué la mesure dans laquelle le Bureau satisfait aux conditions établies par les normes européennes EN 45003 et EN 45010, lesquelles définissent les conditions prescrites aux organes de délivrance d'agrément. En l'occurrence, le groupe d'experts a évalué le fonctionnement du système interne de contrôle de qualité, de même que toute une série d'autres aspects; il a observé de quelle manière les groupes d'experts du Bureau d'agrément ont procédé à l'évaluation de laboratoires ou d'organes de certification de produits.

22. Cette évaluation du Bureau national d'agrément a donné des résultats positifs: le groupe d'experts a recommandé que le Bureau national d'agrément adhère à l'Accord multilatéral EA après correction de quelques insuffisances.

23. Conformément aux règles instituées par l'EA, les décisions de rattachement d'organes nationaux d'agrément sont prises par le Comité de l'EA pour l'Accord multilatéral relatif à la reconnaissance.
24. Ce comité, qui s'est réuni les 15 et 16 octobre 2001 à Bruxelles, s'est prononcé pour le rattachement du Bureau lituanien d'agrément à l'Accord multilatéral de l'EA sur la reconnaissance de l'agrément des laboratoires d'essai et d'étalonnage et des organes de certification de produits. Cet accord a été entériné formellement par une signature lors de l'assemblée générale de l'EA, qui s'est tenue les 21 et 22 novembre 2001 à Budapest. Il en résulte que l'activité du Bureau national d'agrément de la Lituanie est équivalente à celle des organes d'agrément d'Allemagne, de France, de Suède et de divers autres pays d'Europe occidentale signataires de l'Accord susvisé et que l'activité des organes d'évaluation de la conformité agréés par le Bureau national d'agrément est reconnue dans les pays de l'Union européenne.
25. La République lituanienne est devenue le troisième pays associé à l'Union européenne (après la République tchèque et la Slovaquie) à adhérer à l'Accord multilatéral de l'EA sur la reconnaissance.
26. La reconnaissance de l'activité du Bureau national d'agrément et des organes d'évaluation de conformité agréés par lui dans l'Union européenne a été une circonstance favorable à la signature du Protocole relatif à l'Accord européen sur l'évaluation de la conformité et l'acceptation des produits industriels (PECA).
27. Pour le règlement de la question de la libre circulation des biens entre les pays associés à l'Union européenne et les pays membres de celle-ci dans le domaine réglementé, domaine qui correspond à celui des produits soumis à réglementation selon des directives procédant de ce qu'il est convenu d'appeler la «Nouvelle approche» (ces produits ne font l'objet que de prescriptions essentielles – qui concernent, d'une manière générale, la sécurité), on a donné aux pays associés à l'Union européenne la possibilité de signer avec celle-ci des protocoles relatifs à l'évaluation de la conformité et à l'acceptation des produits industriels.
28. Grâce à ce système, les pays producteurs signataires de ces protocoles et exportant leurs produits dans les pays de l'Union européenne bénéficient de conditions d'accès aux marchés occidentaux équivalentes à celles des producteurs de ces derniers pays, c'est-à-dire que leurs produits, dans la mesure où ils ont satisfait aux procédures d'évaluation de conformité et aux conditions prévues par la directive relative à la Nouvelle approche, portent la marque «CE» et doivent être admis sans obstacle sur les marchés des pays de l'Union européenne.
29. La signature de ces protocoles exige que toute une série de critères soient satisfaits: les instruments juridiques correspondants – des règlements techniques reprenant les dispositions des directives de la Nouvelle approche – doivent avoir été adoptés; un système d'agrément répondant aux principes adoptés par l'Union européenne doit fonctionner; les conditions requises pour que les procédures d'évaluation puissent être menées par les organes d'évaluation de conformité compétents qui ont été désignés (notifiés) doivent exister. Leur compétence est reconnue à la faveur de leur agrément ou du fait d'une évaluation équivalente par les organes nationaux d'agrément des pays.

30. La Lituanie a signé un tel protocole en juin 2002. Ce protocole porte sur les produits de six catégories soumises à réglementation selon les directives pertinentes: les machines (directive concernant la sécurité des machines), les ascenseurs, les moyens de défense personnelle, les récipients pressurisés ordinaires, les produits soumis à réglementation conformément aux directives concernant les basses tensions.

31. Conformément à l'instrument juridique pertinent de la République de Lituanie régissant la désignation (la «notification») des organes d'évaluation de la conformité, il est prévu de désigner les organismes d'ores et déjà agréés pour l'évaluation de la conformité (et ayant fait l'objet d'une évaluation complète au regard des exigences posées par les directives pertinentes). La désignation est faite par les ministères ayant compétence pour adopter les réglementations techniques idoines.

32. Le fait que l'évaluation de la compétence des organes désignés («notifiés») pour l'évaluation de la conformité sera menée par l'organe d'agrément – signataires de l'Accord multilatéral de l'EA relatif à la reconnaissance – a donné à la République de Lituanie la possibilité de signer le protocole dans des conditions plus favorables, c'est-à-dire en dérogeant à l'obligation d'une évaluation de la compétence des organes d'évaluation de la conformité désignés (notifiés) par des experts de la Commission européenne.

33. À l'heure actuelle, le Bureau national d'agrément travaille déjà à l'évaluation de la compétence d'une série d'organes d'évaluation de la conformité.

Irena MIKELIONENE

Directrice du Bureau national d'agrément

-----